

Prospective Agriculture ligérienne 2040

Analyse de la filière lait de vache

Mars 2026

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

AGRICULTURE
ligérienne 2040



L'agriculture ligérienne est un secteur d'activité stratégique en raison de son poids économique, socio-économique (emplois directs et indirects) et de son rôle dans la vitalité et l'équilibre des territoires ruraux. L'élevage laitier, acteur majeur de l'économie agricole ligérienne contribue à cette dynamique agricole et agroalimentaire régionale. Son envergure lui permet par ailleurs de contribuer à l'enjeu de souveraineté alimentaire nationale en produits laitiers et aux équilibres alimentaires au-delà de nos frontières. Ces différents débouchés (locaux, nationaux et exports) sont approvisionnés par l'intermédiaire de filières courtes et longues dont l'existence est permise par l'implantation dans un bassin de production interrégional des leaders nationaux et internationaux de la collecte et de la transformation laitière.

La filière ligérienne de lait de vache présente de nombreux atouts, mais évolue dans un environnement multifactoriel complexe qui l'impacte déjà depuis plusieurs années. Le contexte global (économique, politique, géopolitique, climatique, sanitaire, ...) est progressivement devenu instable. A ces incertitudes, s'adjoint la pression concurrentielle croissante d'autres grands bassins de production/transformation de lait de vache, qu'ils soient européens ou non : tout en restant très positif, le solde commercial français des produits laitiers s'érode. Face à une demande qui reste ferme, la production laitière ligérienne s'est par ailleurs globalement maintenue sur fond de restructuration importante accompagnée par la réalisation de gains de productivité laitière et du travail. Mais l'élevage laitier reste confronté à l'enjeu central du renouvellement de ses actifs. Pour le relever, il doit renforcer son attractivité en termes de rentabilité, de réponses aux attentes des porteurs de projets. Il doit également s'engager dans un long processus d'adaptation aux conséquences du changement climatique et d'amélioration de sa résilience face au risque de production, mais également face au risque de prix dans un environnement économique incertain. Par l'ajustement de leurs pratiques, les élevages laitiers s'inscrivent aussi dans la poursuite de la prise en compte des questions environnementales et sociétales.

Face à ces différents enjeux et dans l'objectif de contribuer à l'élaboration d'orientations stratégiques pour accompagner les mutations du secteur agricole ligérien au cours de la mandature 2025-31, la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire a lancé la prospective « Agriculture ligérienne 2040 ». La méthodologie mise en œuvre permet, par l'exploration de futurs possibles et vraisemblables et la réalisation d'un outil d'aide à la décision, « d'identifier les enjeux de demain pour éclairer les décisions d'aujourd'hui ».

La présente note résume la déclinaison de ces travaux à l'échelle de la filière ligérienne de lait de vache. Ils ont été conduits par le Pôle économie et prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire avec l'appui du Centre Interprofessionnel Laitier de l'Ouest.

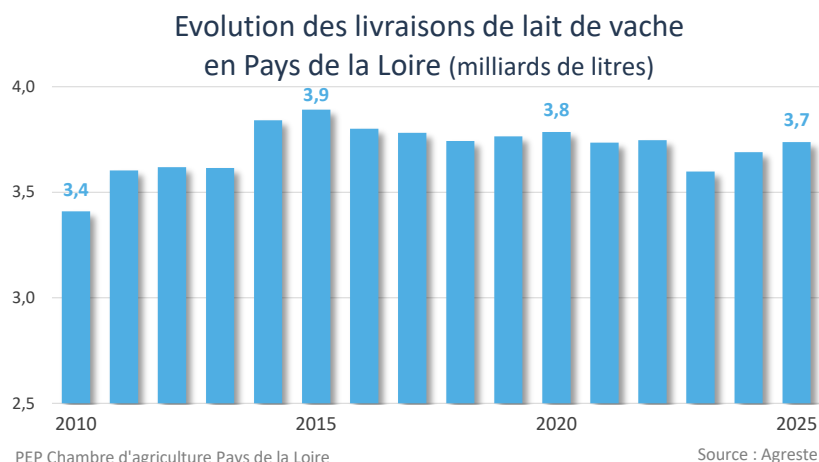
**Les scénarios
de l'étude
« Agriculture
ligérienne 2040 »
sont détaillés dans
la publication
ci-contre :**



Contexte de la production ligérienne de lait de vache

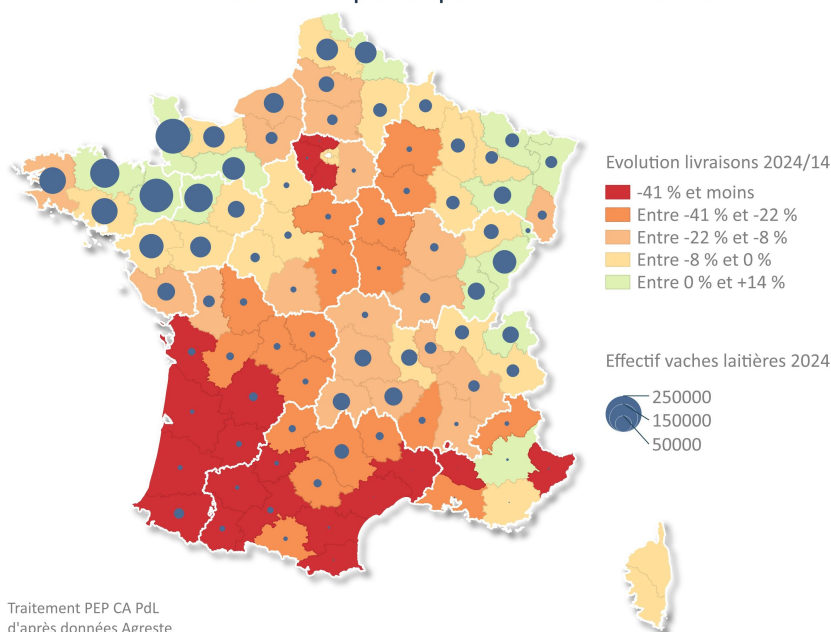
**Un relatif maintien
des livraisons régionales
aux alentours
de 3,7 milliards de litres**

Les livraisons ligériennes de lait vache s'élèvent à 3,7 milliards de litres en 2025. Elles génèrent un chiffre d'affaires d'1,8 milliard d'euro, soit le quart de la valeur de la production agricole régionale.



Les Pays de la Loire représentent 16 % des livraisons nationales et occupent le 3^e rang national derrière la Bretagne et sont au coude à coude avec la Normandie. La production laitière ligérienne s'est développée au cours des années qui ont précédé la sortie des quotas laitiers (entre 2007 et 2015) pour atteindre un pic en 2015 (3,9 milliards de litres). Elle se maintient depuis une dizaine d'années aux alentours de 3,8 milliards de litres en moyenne annuelle. En légère érosion de -1,3 % depuis 2020, l'évolution des livraisons régionales masque des disparités départementales : progression en Mayenne, stabilité en Sarthe, repli modéré en Loire-Atlantique et en Maine-et-Loire et baisse sensible en Vendée.

Répartition des vaches laitières et de l'évolution des livraisons de lait de vache par département en France



**Un recul du cheptel laitier
ligérien de -15 % depuis
2017**

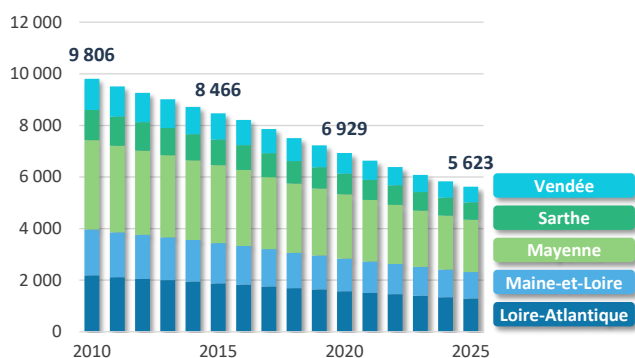
Le cheptel laitier, composé de 452 000 vaches laitières, s'est sensiblement ajusté à la baisse depuis 2017 (-15 % ; -2 %/an) sur fond de restructuration des exploitations laitières (-3,8 %/an) et d'amélioration des gains de productivité (voir par ailleurs). La part du lait biologique atteint 7,2 % des livraisons régionales en 2025 (et 24 % des livraisons nationales de lait biologique). Elle suit une

tendance baissière depuis 2022 (-10 % en quatre ans) dans un contexte d'ajustement de la consommation.

Une forte restructuration des élevages laitiers ligériens

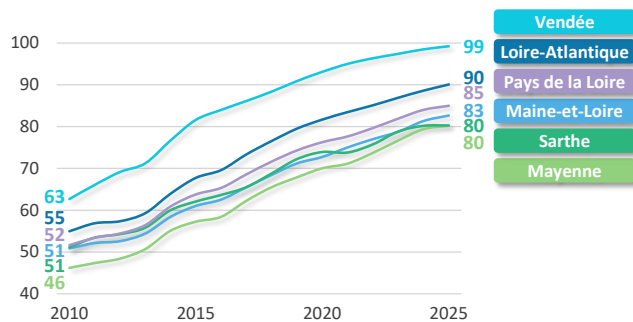
La production laitière ligérienne est réalisée par une diversité de systèmes laitiers qui tendent à se spécialiser en délaissant des ateliers complémentaires bovins ou d'autres productions. A l'inverse, l'atelier laitier peut aussi être abandonné dans d'autres exploitations manquant de main d'œuvre ou pour d'autres motifs.

Evolution des élevages laitiers* par département en Pays de la Loire



* élevages d'au moins 20 vaches laitières
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Evolution de la dimension économique des élevages laitiers* par département en Pays de la Loire (nb vaches laitières/exploitation)

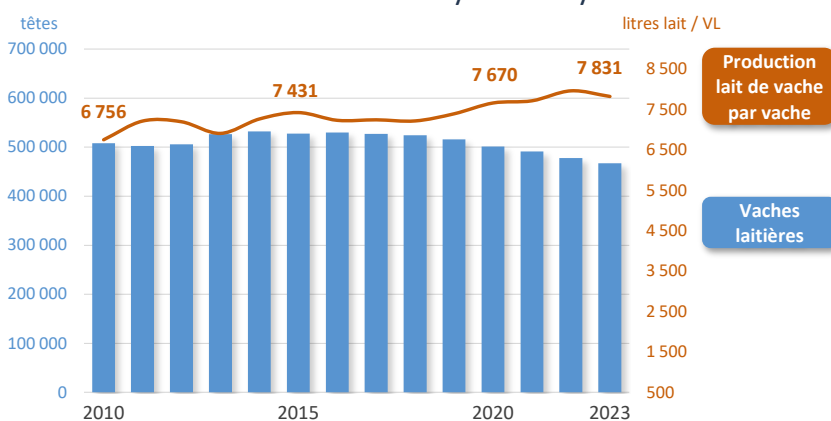


* élevages d'au moins 20 vaches laitières
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : ITAé Pays de la Loire

En 2025, on dénombre un peu plus de 5 600 élevages laitiers détenant plus de 20 vaches laitières en Pays de la Loire. Ils élèvent en moyenne 85 vaches laitières. La confortation des exploitations de plus de 100 vaches laitières et le recul sensible des ateliers de moins de 100 vaches traduisent la forte restructuration des élevages laitiers ligériens au cours de la dernière décennie. Sur cette période, leur effectif recule d'environ un tiers et leur dimension économique progresse dans les mêmes proportions.

Evolution du cheptel de vaches laitières et de leur rendement moyen en Pays de la Loire



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

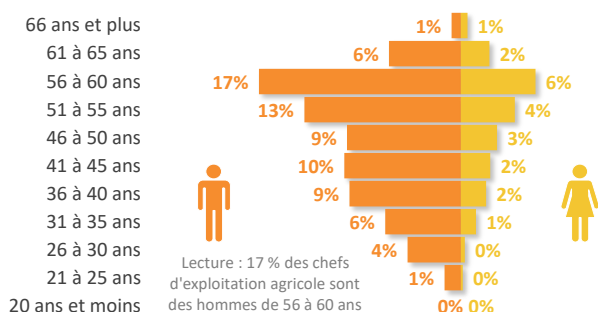
Des gains de productivité significatifs

Dans ce contexte de repli tendanciel du nombre d'élevages et du cheptel laitier, la production laitière régionale s'est globalement maintenue grâce à la poursuite des gains de productivité réalisés dans les élevages laitiers. La production de lait par vache laitière a en effet progressé pour atteindre 7 800 litres en 2023 (et en moyenne triennale 2021-23). Au-delà d'une progression tendancielle (génétique, diverses techniques d'élevage, ...), la productivité laitière est également sensible à la conjoncture (prix du lait, prix des intrants, disponibilité et qualité des fourrages, ...).

Le renouvellement des chefs d'exploitation laitière en berne depuis quelques années

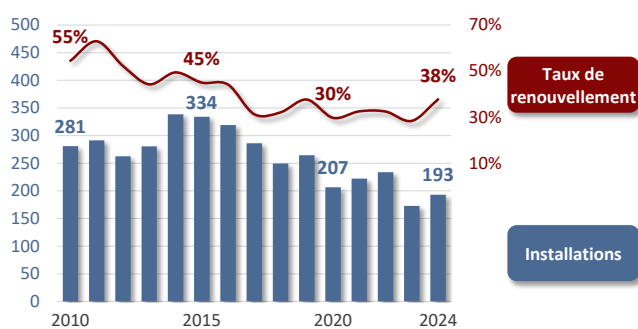
L'organisation juridique des élevages laitiers ligériens, majoritairement sociétaires (78 % en 2024 contre 71 % en 2014), favorise l'organisation de la main d'œuvre non salariée (1,8 chef d'exploitation par exploitation laitière contre 1,4 pour l'ensemble des exploitations). Tout en suivant une tendance baissière, la population des chefs d'exploitation laitière est encore nombreuse en Pays de Loire (près de 10 000 en 2024 ; 33 % de l'ensemble des exploitants ligériens). Ils sont secondés par plus 2 000 ETP salariés¹ dans les exploitations à dominante laitière, spécialisées ou non. A l'instar de l'ensemble des productions agricoles, l'élevage laitier est confronté à l'enjeu du renouvellement de ses actifs. L'âge moyen des chefs d'exploitation s'élève à 48,5 ans et le tiers d'entre eux a plus de 55 ans. Près de 210 installations de chefs d'exploitation ont été réalisées en moyenne sur la période 2020-24, mais le taux de leur renouvellement s'est replié depuis une dizaine d'années (en moyenne 32 % sur la période 2020-24).

Répartition des chefs d'exploitation agricole par classe d'âge dans les élevages bovins lait et bovins mixtes en Pays de la Loire en 2024



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Evolution des installations en activité agricole et du taux de renouvellement dans les élevages bovins lait et bovins mixtes en Pays de la Loire



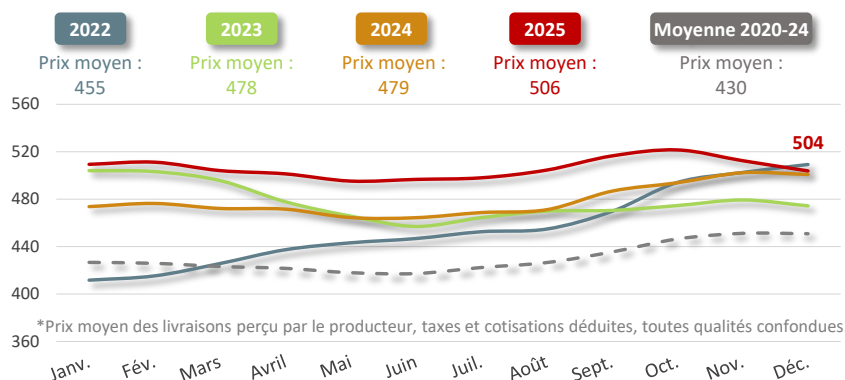
Source : MSA PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : MSA

Une progression du prix du lait qui demeure soumise à des inflexions conjoncturelles

La conjoncture laitière a été globalement favorable à la production au cours des dernières années, même si, conjointement à la progression du prix de vente du lait, la hausse des charges opérationnelles et de structure a été sensible. Malgré leur réajustement au cours des derniers mois, les charges opérationnelles se maintiennent à niveau largement supérieur à celui de 2021. La plupart des postes de charge de structure connaissent par ailleurs toujours une inflation.

Evolution mensuelle du prix* du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire (€/1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle

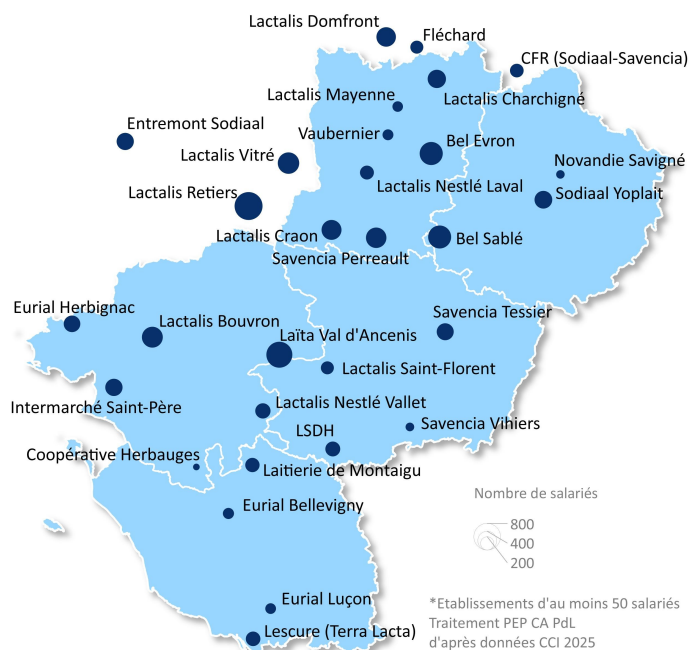
¹ Une analyse prospective de l'emploi salarié dans les exploitations laitières ligériennes est en cours de réalisation. Une synthèse de ses conclusions viendra compléter cet état des lieux.

Un appareil de collecte et de transformation laitières dense et un mix produit régional diversifié

Le secteur de la collecte et de la transformation laitière ligérienne est composé de groupes laitiers de dimensions différentes. Les groupes laitiers d'envergure internationale (Lactalis, Bel, Savencia, Sodiaal) cohabitent avec des entreprises de dimension nationale :

- « Polyvalentes » comme Eurial et Laïta (Laiterie du Val d'Ancenis) ;
- « Produits de grande consommation dominants » (Laiterie Saint-Père, LSDH, Terra lacta, Vaubernier, Novandie,...) ;
- « Produits industriels dominants » (Laiterie de Montaigu).

Principaux établissements* de transformation du lait de vache produit en Pays de la Loire



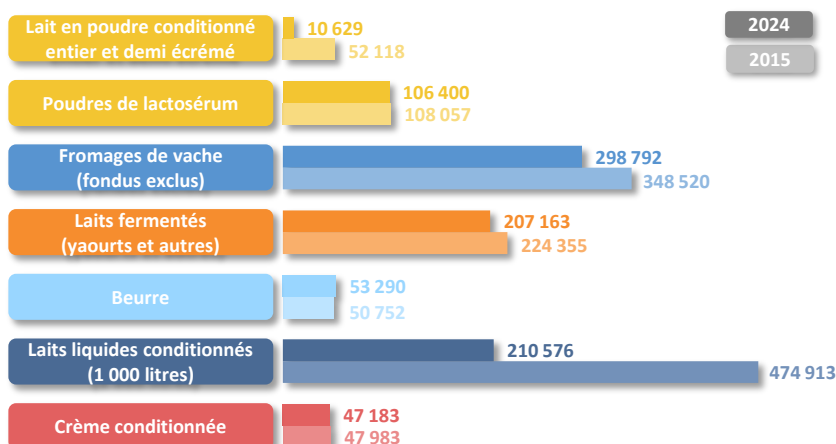
La plupart de ces entreprises se caractérisent par une politique de marques régionales et/ou nationales fortes, mais les marques de distributeur progressent, tout comme le débouché RHD. La part de la collecte régionale réalisée par les industriels privés est supérieure à la moyenne nationale (45 % contre 55 % pour les coopératives). L'aval de la filière laitière emploie 7 100 salariés (dont les deux tiers dans la transformation fromagère) et génère un chiffre d'affaires de 2,7 milliards d'euros. L'industrie laitière est une des activités de transformation agroalimentaire la moins concentrée en Pays de la Loire : 10 % des entreprises y concentrent 60 % du chiffre d'affaires du secteur contre 85 % en moyenne régionale.

Un mix produit régional stable sur fond de recul des laits conditionnés et des poudres de lait entier, demi-écrémés et infantiles

Le mix produit laitier régional est assez diversifié. Il est globalement assez stable sur dix ans (en volumes fabriqués) à l'exception des laits liquides conditionnés et des poudres de lait entier, demi-écrémé et infantiles qui suivent une tendance baissière. Les Pays de Loire occupent le premier rang national des fabrications de poudre de lactosérum (25 % de parts de marché), le second en fromages (18 %) et en laits fermentés (15 %) et le troisième en beurre (15 %). Les parts de marché régionales en lait conditionné sont également significatives.

Ces données statistiques régionales relatives au mix produit sont cependant à nuancer car elles peuvent être impactées par les stratégies de réorganisation/spécialisation de sites industriels appartenant à des groupes implantés dans le bassin de production de l'Ouest de la France et pas seulement en Pays de la Loire.

Evolution des fabrications de produits laitiers en Pays de la Loire (en tonnes sauf indication contraire)



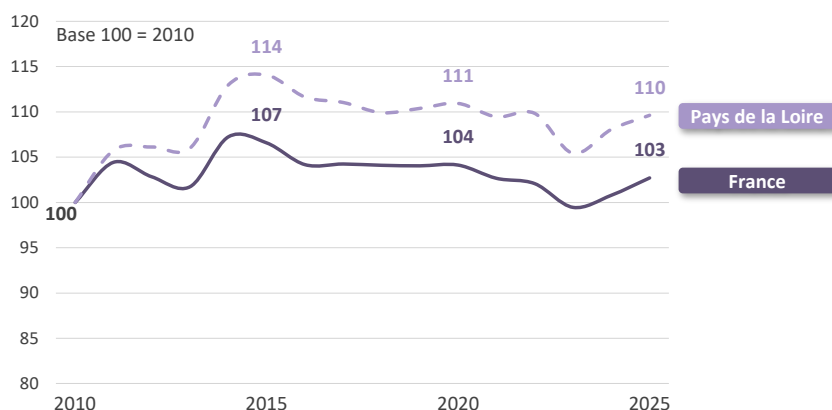
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste, enquête annuelle laitière

La capacité alimentaire de la filière laitière régionale est importante avec un taux d'auto-approvisionnement théorique de plus de 300 % : elle nourrit l'équivalent de trois fois la population ligérienne en produits laitiers. Ces différents produits laitiers sont valorisés sur tous les segments du marché national (achats des ménages, RHD, IAA) et à l'export vers l'UE et les Pays tiers. D'après les Douanes, le solde commercial de la filière laitière régionale avec l'UE et les Pays tiers s'élève à 256 millions d'euros en 2024 : 767 millions d'euros d'exportation dont près des deux tiers vers les Pays tiers et 512 millions d'euros d'importations en provenance quasi exclusive de l'UE. Ces échanges concernent principalement des ingrédients laitiers à destination de l'industrie de deuxième transformation et/ou de la RHD, marchés très concurrentiels.

Un redressement de la production laitière depuis 2024

Evolution des livraisons de lait de vache

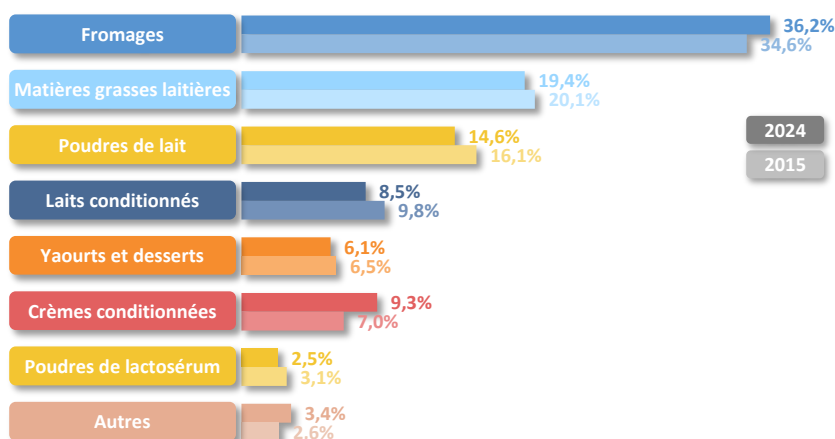


PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer

La collecte laitière nationale s'est érodée de -1,4 % au cours des cinq dernières années et de près de -3,6 % au cours de la dernière décennie (respectivement -1,1 % et -3,9 % en Pays de la Loire). Ces évolutions traduisent un recul de la France dans la collecte européenne qui progresse de +3 % sur les cinq dernières années. En 2024, 70 % de la collecte française de lait (exprimée en pourcentage de matière sèche utile) a été utilisée pour produire des fromages (33 %), du beurre (18 %), des ingrédients secs (19 %). Le solde (30 %) se répartit à parts égales entre le lait conditionné, les produits ultra-frais et les crèmes.

Evolution de l'utilisation de la collecte française entre 2015 et 2024 (% de la MSU collectée)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

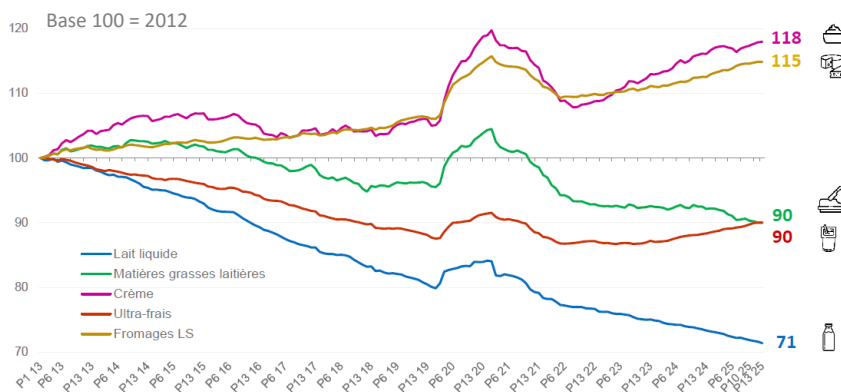
Source : CNIEL d'après FranceAgriMer

Le mix produit national a assez peu évolué au cours des dernières années et même sur dix ans (indépendamment des périmètres des différentes catégories de produits laitiers).

La demande française de produits laitiers : un marché mature qui se maintient

La consommation individuelle de produits laitiers s'élève à 289 litres équivalent lait par habitant en 2024. La consommation des ménages, principal débouché des PGC laitiers, est un marché mature. Elle se maintient globalement et a relativement bien résisté lors de la crise inflationniste du début des années 2020 à l'exception du segment biologique qui a régressé à partir de 2022.

Evolution des ventes de produits laitiers grande consommation en France (cumul annuel glissant)



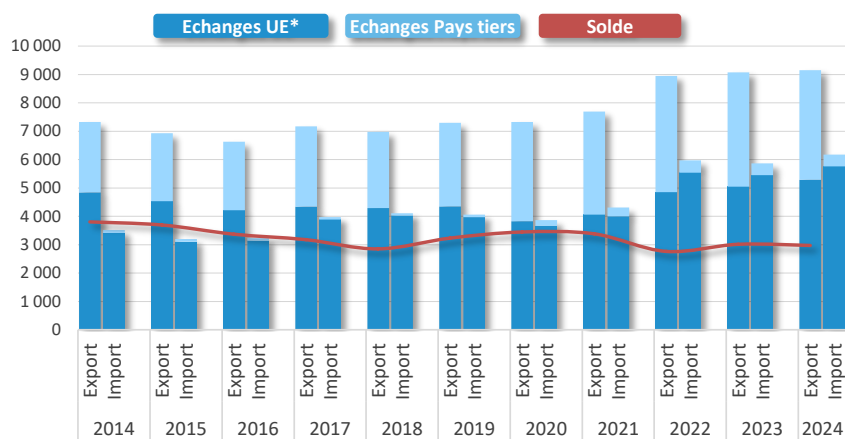
Source : Cniel d'après Circana

Les différents PGC laitiers ne suivent par contre pas les mêmes tendances de consommation sur le marché national : repli en laits liquides et en matières grasses laitières et progression en fromages, crèmes et en produits ultra-frais. Les alternatives végétales se stabilisent à environ 2 % de parts de marché (national) depuis quelques années.

La filière laitière, une des rares productions animales françaises dégageant un solde commercial positif

La France exporte environ 40 % de la collecte nationale sous forme de produits laitiers exportables vers l'UE et les Pays tiers et en importe l'équivalent de 30 %.

Evolution du commerce extérieur français des produits laitiers (en millions d'euros)



*De 2014 à 2019 : UE 28 et à partir de 2020 : UE 27 (hors Royaume-Uni)

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Eurostat

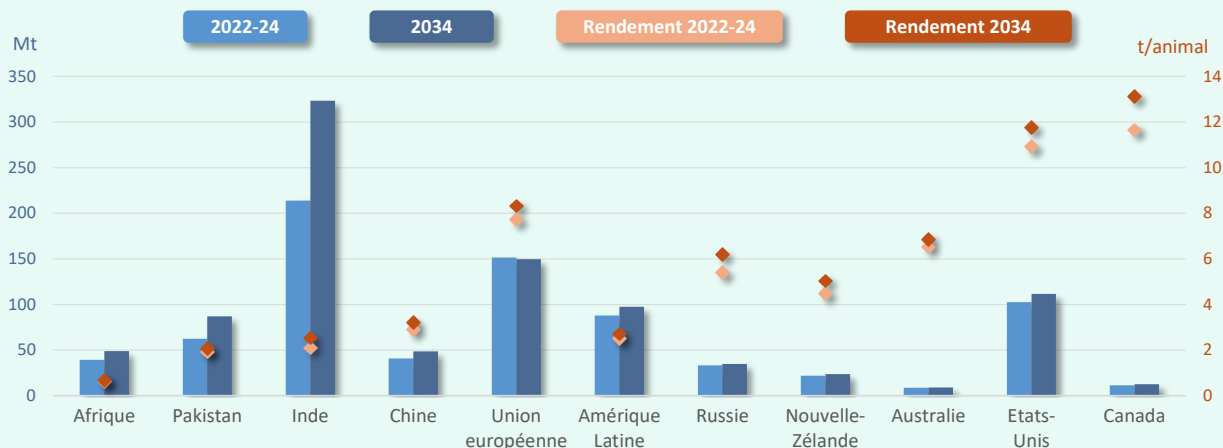
En 2024, les importations françaises proviennent principalement de l'UE sous forme de produits ingrédients à destination des industries agroalimentaires : fromages (47 % de la valeur totale des importations) et beurre (25 %). Les principaux produits laitiers exportés sont les fromages (43 % de la valeur totale des exportations), les poudres de lait (20 %) et le beurre (10 %). Ces proportions varient d'une année sur l'autre selon les disponibilités (volumes) et la conjoncture (prix). Tout en demeurant très positif (de l'ordre de 3 milliards d'euros), le solde commercial français de produits laitiers suit une tendance baissière. Les principaux clients de la France sont ses plus proches voisins européens (Allemagne, Belgique, Espagne, Pays-Bas et Royaume-Uni) et des Pays tiers comme la Chine et les Etats-Unis.

Quelle évolution des marchés laitiers à l'horizon 2035 ?

D'après les perspectives agricoles de la FAO et de l'OCDE (2025-2034) et celle établies par Commission européenne pour l'agriculture de l'UE (2025-35)

La production et la consommation mondiales de produits laitiers ont progressé en moyenne de +2 % par an au cours des dix dernières années (en équivalent litre de lait). Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du pouvoir d'achat et en moindre mesure par la croissance démographique. La FAO et l'OCDE projettent une poursuite de cette hausse au cours de la prochaine décennie, mais à un rythme plus lent (+1,8 %/an). La hausse de la production mondiale sera principalement assurée par l'Inde, le Pakistan, la Chine et l'Afrique et consommée localement.

Evolution de la production et des rendements laitiers dans certains pays et régions du monde



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

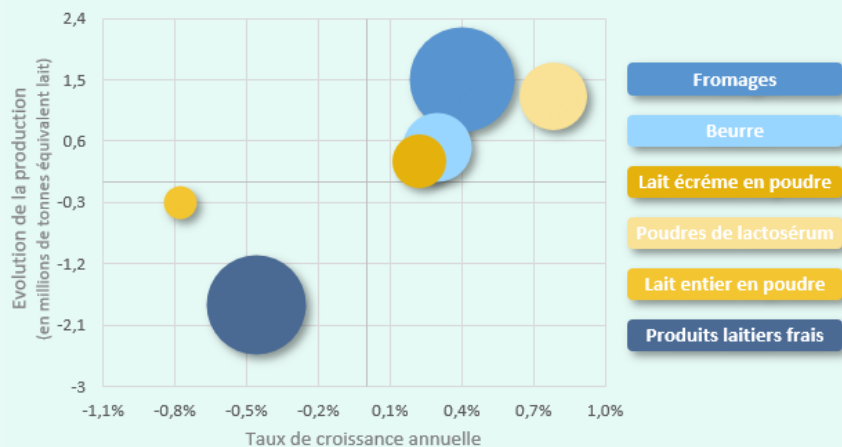
Source : OCDE/FAO

Les échanges de produits laitiers sur les marchés internationaux s'élèvent à environ 7 % de la production mondiale. Leur croissance devrait également ralentir d'ici 2035. Les principaux exportateurs mondiaux de produits laitiers (la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et l'UE) vont conserver un rôle prépondérant dans l'approvisionnement du marché mondial. Les principaux importateurs de poudre de lait (écrémé et entier), de beurre et de fromages resteront la Chine et l'Asie du Sud-Est, mais également l'Afrique du Nord, le Proche et le Moyen-Orient et le Mexique.

La croissance de la production laitière devrait être limitée en Nouvelle-Zélande par différentes contraintes d'ordre pédoclimatique, environnemental et réglementaire. Ces perspectives devraient offrir des opportunités de marchés supplémentaires principalement aux Etats-Unis et potentiellement à l'UE. Les échanges mondiaux de fromages, de poudre de lactosérum et de beurre devraient poursuivre leur dynamique à la différence des poudres de lait dont les échanges devraient souffrir d'une moindre demande chinoise.

Les projections de la Commission européenne tablent sur une très légère progression de la production laitière européenne à l'horizon 2035 (de l'ordre de +1 %). Contrairement aux dix dernières années, la poursuite du recul du cheptel laitier ne sera pas intégralement compensée par les gains de productivité laitière. Ils vont continuer de croître, mais à un rythme plus lent (+1,2 % contre +2 % sur la période 2015-25). Cette moyenne européenne masque des situations très diverses d'un Etat-membre à un autre avec notamment un potentiel de croissance de la collecte encore important en Pologne par exemple, mais des marges de manœuvres plus réduites dans les pays du Nord de l'UE (Danemark, Pays-Bas, Belgique) confrontés à des objectifs environnementaux ambitieux.

**Évolution de la production de certains produits laitiers
dans l'UE (en millions de tonnes équivalent lait)
et du taux de croissance annuelle (en %) entre 2025 et 2035**



Remarque : la taille des cercles correspond au volume de lait (ou équivalent lait) utilisé pour la production prévisionnelle 2035.

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Commission européenne

La consommation européenne de produits laitiers est projetée quasiment à l'équilibre à l'horizon 2035. La segmentation des marchés se poursuivra (notamment vers des produits spécifiques enrichis en vitamines en minéraux, sans lactose, nutritifs, ...), source de valeur ajoutée sur le marché intérieur comme à l'exportation. Le niveau des exportations européennes pourrait s'éroder au plan quantitatif (-4 %), mais s'améliorer en valeur à la faveur d'une demande mondiale plus orientée vers les fromages, les poudres de lactosérum et le beurre, produits dont les fabrications européennes seront renforcées au cours de la prochaine décennie.

Projections de la production ligérienne de lait de vache en 2040

Scénario tendanciel « érosion de l'élevage »

Ce scénario décrit l'évolution considérée comme étant la plus tendancielle de la production laitière ligérienne au moment de l'analyse des facteurs d'influence (automne 2024).

Evolution de l'offre ligérienne de lait de vache
selon les différents scénarios

	2024 ou moyenne	2040 Tendanciel
Taux de départ		60%
Taux de renouvellement ⁽¹⁾	32%	47%
Nombre d'installations totales annuelles ⁽¹⁾	206	191
Nombre d'exploitations	5 800	3 900
Evolution 2040/24		-33%
Production laitière/exploitation (litres)	659 200	872 700
Evolution 2040/24		32%
Vaches laitières/exploitation	84	95
Evolution 2040/24		13%
Production laitière/VL (litres) ⁽²⁾	7 800	9 200
Evolution 2040/24		18%
Production laitière totale (millions de litres)	3 800	3 400
Evolution 2040/24		-12%

⁽¹⁾ Moyenne quinquennale 2020-24

⁽²⁾ Moyenne triennale 2021-23

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture
Pays de la Loire – Comité de
pilotage

Contexte du scénario tendanciel

Le contexte macro-économique est régulièrement perturbé par des crises et un différentiel de croissance économique persiste entre les pays émergents et l'UE. La politique commerciale européenne reste libérale avec la signature régulière d'accords de libre-échange. En France, les attentes sociétales sont toujours en contradiction avec l'acte de consommation et la transition du régime alimentaire se poursuit vers plus de flexitarisme sur fond de conduites très diversifiées. Au plan environnemental et sanitaire, le changement climatique et l'apparition régulière d'épizooties pénalisent la productivité agricole et renforcent l'instabilité interannuelle des performances techniques et économiques des exploitations agricoles. Les différentes politiques européennes et nationales ne répondent, par ailleurs, pas suffisamment aux enjeux de transition agroécologique et de souveraineté alimentaire : soutiens de la PAC en berne, application insuffisante des lois de régulation des relations économiques et poids toujours conséquent des réglementations à l'origine de distorsions de concurrence.

Une stabilisation de la demande à l'horizon 2040

La consommation de produits laitiers sur le marché intérieur français ralentit, mais se stabilise à l'horizon 2040. Le recul de la consommation de lait liquide se poursuit. Mais les segments des fromages et des produits ultra-frais sont dynamiques et l'utilisation d'ingrédients laitiers par les industries agro-alimentaires et la RHD est en hausse. La consommation de produits biologiques se conforte, tout en demeurant un segment de niche.

Dans le contexte de ralentissement de la demande mondiale de produits laitiers (dont la croissance demeure centrée sur l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique) à l'horizon 2035-40, le solde des échanges commerciaux français pourrait devenir déficitaire si la production nationale s'érodait significativement. Les exportations se maintiennent sur des segments à forte valeur ajoutée, mais les importations de matière grasse et de fromages et, plus globalement, de produits standards progressent.

Pour rester compétitives face à la concurrence européenne et internationale, les entreprises du bassin de collecte et de transformation laitières de l'Ouest de la France adoptent des stratégies d'adaptation aux différentes évolutions de la demande et de l'offre. Elles adaptent leurs approvisionnements et/ou leurs capacités de transformation. Elles réalisent également des économies d'échelle (restructuration, coopération, ...), optimisent les gains de productivité et ajustent leur mix-produit en produisant globalement moins de lait liquide et plus de fromages, mais autant de matière grasse. Ces évolutions peuvent s'accompagner d'un désengagement de la collecte sur certains territoires.

La conjoncture reste globalement propice à la production laitière, mais elle peut connaître des retournements pendant les périodes de dynamisme de l'offre des principaux bassins producteurs mondiaux et/ou de moindre demande des régions importatrices comme l'Asie. Tout en s'améliorant, le prix de vente du lait reste insuffisamment rémunérateur pour susciter suffisamment de vocations et stimuler les gains de productivité.

Vers une érosion de la production régionale à l'horizon 2040

Face aux différents enjeux inhérents à la conduite d'une exploitation laitière (efficacité technico-économique, rentabilité et financement des capitaux investis, gestion des aléas climatiques, sanitaires et économiques, organisation et management de la main d'œuvre, gestion administrative et technique des réglementations, ...), le renouvellement des chefs d'exploitation laitière se stabilise au bas niveau des années 2020-24 (191 installations en moyenne annuelle), alors que les cessations d'activité sont toujours importantes. La dimension économique moyenne des exploitations progresse modérément (95 vaches laitières ; +11 vaches laitières et +13 % /2024). Malgré ce ralentissement, la part des entreprises à forte intensité capitaliste progresse. Le recours à la main d'œuvre salariée et à l'externalisation des travaux se renforce.

Des investissements sont réalisés pour conforter les performances techniques, réaliser des gains de productivité animale et/ou du travail et améliorer les conditions de travail. Ces évolutions sont facilitées par la mise en marché de nouvelles innovations (mobilisant l'intelligence artificielle, ...). La tendance à la spécialisation laitière se poursuit, même s'il persiste une grande diversité de structures (développement des grandes cultures et/ou combinaison d'ateliers spécialisés dans les exploitations sociétares). Cette spécialisation s'accompagne en tendance d'une hausse de la productivité laitière (leviers de la conduite notamment alimentaire, du progrès génétique, ...). La production par vache laitière progresse à 9 200 litres, mais à un rythme plus lent (+1 %/an) que la période de référence.

Le changement climatique continue d'impacter la production fourragère et les épisodes sanitaires affectent régulièrement la production laitière (mortalité, fécondité et productivité, ...). Des stratégies d'adaptation sont progressivement mises en œuvre sans parvenir à juguler significativement les perturbations des systèmes de production. Elles concernent notamment l'adaptation des systèmes fourragers : diversification des espèces, hausse de la capacité de stockage, voire de la SFP, mobilisation de la ressource en eau (lorsqu'elle est disponible) pour sécuriser la production de maïs ensilage (dont la place peut être confortée dans certains systèmes fourragers), L'agrandissement des troupeaux et la robotisation de la traite peut par ailleurs faire évoluer la place de l'herbe dans la SFP

et sa récolte (moins de pâturage et plus d'affouragement). L'autonomie protéique des élevages s'améliore, mais reste partielle.

Selon les hypothèses posées sur les principaux déterminants simulables à l'horizon 2040, le nombre d'exploitations laitières ligériennes pourrait reculer d'un tiers par rapport à 2024 (3 900 élevages) et la production baisser de l'ordre de -12 % à 3,4 milliards de litres. La production régionale pourrait néanmoins conforter ses parts de marché face à d'autres régions qui ne bénéficient pas d'un environnement aussi propice à la production laitière que l'Ouest de la France. Les trajectoires des différents départements ligériens peuvent être différentes en raison des déterminants actuels et futurs de la production laitière dans les différents territoires des Pays de la Loire.

Scénario volontariste « souveraineté alimentaire »

Ce scénario décrit un contexte globalement plus favorable à la production agricole, notamment laitière. Il passe en revue les conditions nécessaires à l'attractivité et au dynamisme de la production laitière.

Evolution de l'offre ligérienne de lait de vache
selon les différents scénarios

	2024 ou moyenne	2040	
		Tendanciel	Rupture volontariste souveraineté
Taux de départ		60%	58%
Taux de renouvellement⁽¹⁾	32%	47%	56%
Nombre d'installations totales annuelles⁽¹⁾	206	191	225
Nombre d'exploitations	5 800	3 900	4 200
<i>Evolution 2040/24</i>		-33%	-28%
Production laitière/exploitation (litres)	659 200	872 700	854 100
<i>Evolution 2040/24</i>		32%	30%
Vaches laitières/exploitation	84	95	95
<i>Evolution 2040/24</i>		13%	13%
Production laitière/VL (litres)⁽²⁾	7 800	9 200	9 000
<i>Evolution 2040/24</i>		18%	15%
Production laitière totale (millions de litres)	3 800	3 400	3 600
<i>Evolution 2040/24</i>		-12%	-6%

⁽¹⁾ Moyenne quinquennale 2020-24

⁽²⁾ Moyenne triennale 2021-23

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire –
Comité de pilotage

Contexte du scénario volontariste

Le contexte macro-économique est globalement favorable et la politique commerciale de l'UE relativement protectrice du secteur agricole. Le dialogue entre l'agriculture et la société est constructif et le régime alimentaire des Français poursuit sa transition sur fond de conduites très diversifiées. L'adaptation proactive de l'agriculture au contexte du changement climatique et de la multiplication des épizooties améliore sa résilience. Les différentes politiques européennes et nationales, et leur traduction sous forme de soutiens financiers à effet levier et de réglementations plus cohérentes, accompagnent également les enjeux de transition agroécologique et de souveraineté alimentaire. Le fonctionnement de la chaîne alimentaire française renforce le pouvoir de marché de la production agricole, garant d'une meilleure rentabilité des investissements.

Une demande globalement dynamique à l'horizon 2040

La consommation française de produits laitiers résiste globalement bien, tout en poursuivant les tendances actuelles (recul du lait de consommation et progression des fromages). Elle se stabilise, voire progresse à l'horizon 2040 en prenant en compte la croissance démographique. La consommation de produits laitiers biologiques a progressivement renoué avec une croissance (mesurée) après la crise inflationniste de la première partie des années 2020.

Face à une demande mondiale de produits laitiers relativement soutenue (dont la croissance demeure centrée sur l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique) à l'horizon 2035-40, le solde des échanges commerciaux français demeure positif, même s'il fléchit en raison de la légère érosion de la production nationale. Les exportations se maintiennent, voire se développent, sur des segments à forte valeur ajoutée. Les importations de produits standards se confortent, mais restent contenues par la résistance du potentiel de production laitière française.

Dans ce contexte de marché porteur, la conjoncture est favorable à la production laitière. Si le risque de prix demeure, il est limité par la tension qui pèse sur l'offre. Le prix de vente du lait est globalement rémunérateur, levier d'attractivité majeur pour le maintien de la production laitière et la réalisation de gains de productivité.

Pour maintenir et développer leurs parts de marché, les entreprises du bassin de collecte et de transformation laitières de l'Ouest de la France adoptent des stratégies d'adaptation aux différentes évolutions de marchés de la demande et de l'offre. Sous l'impulsion d'une forte volonté nationale (à l'échelle des pouvoirs publics et des entreprises de la filière), les relations économiques sont globalement constructives entre les acteurs, portées par la conjoncture et le respect des lois encadrant la formation des prix agricoles qui renforcent le pouvoir de marché des producteurs et la répartition de la valeur ajoutée au sein de la filière.

Entre quasi stabilité et légère érosion de la production régionale à l'horizon 2040

L'environnement économique et politique, globalement plus favorable pour relever les différents enjeux inhérents à la conduite d'une exploitation laitière, soutient le renouvellement des chefs d'exploitation laitière qui s'améliore pour dépasser une installation pour deux départs (environ 225 installations annuelles). La part des exploitations orientées en production biologique, plus importante dans ce scénario, limite la progression du cheptel moyen de vaches laitières par exploitation et sa productivité. La dimension économique moyenne s'élève à 95 vaches laitières ; +11 vaches laitières et +13 %/2024). Le recours à la main d'œuvre salariée et à l'externalisation de travaux se renforce.

A l'instar des évolutions tendancielle, les entreprises à forte intensité capitaliste sont prédominantes sous l'impulsion d'investissements également réalisés pour conforter les performances techniques, réaliser des gains de productivité animale et/ou du travail et améliorer les conditions de travail. Mais ils sont conduits par un plus grand nombre d'entreprises agricoles. Les nouvelles innovations (robotisation, intelligence artificielle, ...) sont également plus vulgarisées et surtout plus accessibles, soutenues par des programmes d'investissement. La spécialisation laitière se poursuit, mais l'atelier laitier peut aussi être combiné avec d'autres productions végétales ou animales. La production laitière par vache laitière progresse, moins rapidement que dans le scénario tendanciel, à 9 000 litres (+0,9 %/an), l'intensification moyenne de la production laitière étant moins importante (part plus importante des exploitations en agriculture biologique).

L'adaptation proactive des exploitations laitières leur permet progressivement d'atténuer l'impact du changement climatique sur la production fourragère et celui des épisodes sanitaires sur la production laitière (mortalité, fécondité et productivité, ...). Ces

stratégies d'adaptation sont multiples et concernent notamment l'adaptation de la production fourragère au plan individuel et la gestion des épizooties avec l'intervention des pouvoirs publics et des acteurs privés (R&D, prophylaxie, ...). Selon les orientations, les conditions pédoclimatiques et la disponibilité de la ressource en eau, la part relative du maïs (vs de l'herbe) peut se renforcer dans les systèmes fourragers. D'autres espèces peuvent compléter l'assolement (cultures riches en protéines notamment) et améliorer l'autonomie protéique des exploitations. Ces évolutions concourent à la poursuite de l'amélioration de l'empreinte environnementale des élevages laitiers comme la réduction de l'usage d'intrants en optimisant les complémentarités cultures – élevage et en s'appuyant sur les solutions techniques durables de substitution. Le rôle des ruminants, notamment via le maintien des prairies et du bocage, dans la lutte contre les GES est également réaffirmé.

Les hypothèses retenues sur les différents déterminants simulables de la production laitière régionale à l'horizon 2040 atténue le recul du nombre d'élevage à -28 % (4 200 exploitations) et de la production à -6 % (3,6 milliards de litres) par rapport à 2024. A l'instar du scénario tendanciel, la production régionale pourrait néanmoins conforter ses parts de marché face à d'autres régions qui ne bénéficient pas d'un environnement aussi propice à la production laitière que l'Ouest de la France. Les trajectoires des différents départements ligériens peuvent être différentes en raison des déterminants actuels et futurs de la production laitière dans les différents territoires des Pays de la Loire.

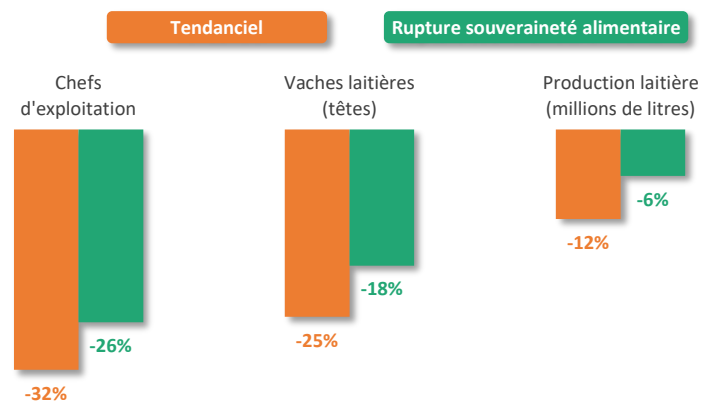
Des enjeux incontournables pour maintenir la production régionale de lait de vache

Vers une poursuite de la compensation du recul des actifs par les gains de productivité ?

L'analyse prospective de la filière ligérienne du lait de vache rappelle et met en exergue le rôle de chacun des principaux déterminants du maintien de la production en Pays de la Loire (et par extension au niveau national) : le renouvellement des actifs et l'évolution des gains de productivité sur fond d'adaptation continue des élevages aux conséquences d'un environnement multifactoriel instable notamment :

- Les conséquences croissantes du changement climatique (pression sanitaire, systèmes fourragers, ambiance dans les bâtiments d'élevage, ...) ;
- Les incertitudes du contexte économique et (géo) politique, sources d'instabilité ;
- ...

Evolutions 2040/2024 dans les élevages laitiers ligériens selon les scénarios



Traitement PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Quels leviers pour conserver une dynamique de production en Pays de la Loire ?

Les différents contextes de conjoncture que traverse la filière laitière illustrent la corrélation positive entre la rentabilité et le niveau de production lui-même conditionné par les marges de manœuvre existantes ou non en termes de gains de productivité. Sur fond d'écarts importants, ce déterminant se décompose en gains de productivité :

- Du travail : organisation du travail, solutions de mécanisation, de robotisation, de digitalisation (monitoring), ... ;
- A l'échelle du système : organisation et management de la main d'œuvre, mutualisation des facteurs et des outils de production, ... ;
- Animale : conduite d'élevage (alimentation, reproduction, durée de lactation, ...), génétique, ... ;
- Et végétale.

Ces résultats réactualisent les principaux enjeux à relever (et leviers à actionner) pour maintenir une production laitière dynamique sur le territoire ligérien :

- La dynamique de filière et la « qualité » des relations économiques garantes de la rentabilité des capitaux investis ;
- Une communication positive sur l'image interne/externe de l'élevage et de la filière ;

- Le maintien ou le développement (selon les segments de marchés) des différents débouchés des produits laitiers : ménages, RHD, IAA et export ;
- Le renouvellement des éleveurs et des salariés ;
- L'accompagnement technique et financier de l'adaptation des élevages laitiers face aux contextes climatique et sanitaire ;
- Des politiques et des réglementations favorables notamment sur la PAC, les conditions d'élevage et de transport, l'environnement, ... ;
- Le lien à la société de l'élevage laitier et son acceptabilité dans les différents territoires où il est implanté ;
- ...

Ces différents enjeux soulignent enfin les besoins d'innovations, d'investissements et de financements pour résoudre l'équation souveraineté alimentaire / réponse aux aspirations individuelles des éleveurs laitiers de demain (en matière de rentabilité, de portage des risques, d'attentes du métier et de qualité de travail/vie, ...).

Annexe : deux scénarios contraignants pour la production laitière

Deux autres scénarios ont exploré des environnements contraignants et mesuré leurs conséquences sur la production laitière régionale et sa transformation.

Scénario

« décroissance agricole »

La territorialisation de la chaîne alimentaire en réponse aux injonctions réglementaires et aux attentes sociétales se heurte aux objectifs d'auto-suffisance alimentaire de la France.

Contexte du scénario

Dans un contexte économique globalement favorable et stable, les problématiques environnementales deviennent systématiquement prioritaires sur les enjeux de production agricole. La pression des attentes sociétales s'accroît et influence plus fortement l'évolution des conduites alimentaires. Les politiques européennes et nationales sont très ambitieuses sur le volet environnemental et la territorialisation de la chaîne alimentaire, mais peinent à concilier l'ensemble des enjeux notamment celui de la souveraineté alimentaire.

Un recul de la consommation de produits laitiers, mais des besoins d'importation

Dans un contexte de concurrence plus marquée des produits végétaux, la consommation des produits laitiers recule en France, mais les parts de marchés des produits biologiques progressent. Face au processus de territorialisation de la production laitière et au recul global du potentiel de production qui en découle, les exportations françaises de produits laitiers reculent et les importations de produits standards se développent pour satisfaire la demande intérieure. Le solde commercial français des produits laitiers issus de lait de vache se dégrade et devient déficitaire, évolution qui provoque une hausse de la part des importations dans l'alimentation des Français.

Face au recul du potentiel de production régional (voir par ailleurs), les industries laitières adaptent leurs approvisionnements et/ou leurs capacités de transformation. Elles se restructurent fortement dans l'Ouest de la France et procèdent à des fermetures de sites industriels. Cette décroissance concerne toutes les catégories de produits laitiers y compris les fromages dont la baisse est cependant plus limitée.

Un recul sensible de la production laitière régionale

Dans cet environnement contraignant, le recul du renouvellement des chefs d'exploitation (une installation pour trois départs) induit un repli important du nombre de structures de production laitière. La part des exploitations de moyenne dimension économique progresse (abaissant la dimension économique laitière moyenne régionale). Elles sont souvent engagées dans une démarche de production biologique et répondent à une demande locale notamment via les circuits courts (mais pas exclusivement). Elles misent sur l'accroissement de la compétitivité hors prix de leur produits (à haute valeur ajoutée) face au contexte de demande de produits qualitatifs et à haute valeur environnementale. Les exploitations laitières sont par ailleurs plus diversifiées et globalement plus extensives (abaissement du chargement, part de l'herbe plus importante dans la SFP).

Les différents déterminants de ce scénario conduisent à un recul sensible du potentiel de production des Pays de la Loire (de l'ordre de -50 %) et de leur capacité alimentaire.

Scénario « rupture économique »

Face à la crise, le contexte politique plus libéral conduit à la sélection des formes d'agriculture les plus compétitives.

Contexte du scénario

Dans un contexte de crises successives, le potentiel de croissance économique, fortement affecté, limite les capacités financières des pouvoirs publics et le pouvoir d'achat des consommateurs. La consommation alimentaire est entravée et le prix des produits alimentaires devient plus encore le critère d'achat prioritaire. Au plan environnemental et sanitaire, le changement climatique et l'apparition régulière d'épizooties pénalisent la productivité agricole et renforce l'instabilité interannuelle des performances techniques et économiques des exploitations agricoles. Limités dans l'accompagnement financier qu'ils peuvent désormais accorder à l'agriculture dans cet environnement plus libéral, les pouvoirs publics instaurent des pauses dans l'application des réglementations.

Une demande plus centrée sur des produits laitiers standards

Face au recul du potentiel de production régional (voir par ailleurs), le contexte économique contraint la consommation de protéines animales en France et dans la plupart des pays occidentaux. La demande de viandes est néanmoins plus impactée que celle de produits laitiers. La consommation française de produits laitiers recule et s'oriente vers une demande de produits plus standards (forte baisse des segments les plus qualitatifs dont les produits biologiques). Sur fond de concurrence accrue, mais également de recul de la production nationale, le solde commercial français des produits laitiers se dégrade sensiblement (recul des exportations et hausse des importations de produits standards). Les entreprises de collecte et de transformation laitières s'orientent vers la production de produits plus basiques (simplification de gammes commercialisées sous MDD). Elles se restructurent fortement et ferment des sites industriels.

Une offre laitière limitée par un environnement défavorable au renouvellement des actifs dans les élevages laitiers

A l'échelle des exploitations laitières, cette forte évolution de l'environnement économique se traduit par un recul sensible des installations (une pour quatre départs) et du nombre de structures. Leur production se spécialise et s'intensifie avec la progression moyenne de leur dimension économique et de leur productivité. Ce modèle d'exploitation à haute intensité capitalistique est plus vulnérable économiquement lorsque le prix du lait se dégrade sous l'effet d'un rapport offre – demande défavorable. Dans ce contexte libéral, les formes d'agriculture les plus compétitives subsistent, mais ne parviennent pas à enrayer le recul de la production laitière et des capacités de transformation.

Les différents déterminants de ce scénario conduisent à une baisse importante du potentiel de production des Pays de la Loire (de l'ordre de -30 %) et de leur capacité alimentaire.

Pour accéder aux publications
du Pôle économie et prospective,
cliquer ou scanner :



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
Images : Chambre d'agriculture •
Edition : mars 2026 - version n°2

Pôle économie et prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 06 48 38 45 15	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Sarah BIGOT	Tél. 06 26 64 30 92	Mail : sarah.bigot@pl.chambagri.fr
Chloë BIOCHE	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : chloe.bioche@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 06 75 09 88 38	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Isabelle TRAINEAU	Tél. 06 16 81 60 21	Mail : isabelle.traineau@pl.chambagri.fr

**ECONOMIE &
PROSPECTIVE**



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
PAYS DE LA LOIRE

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*